

2^e EPR : l'énergie contre les citoyens

dimanche 7 juin 2009, par [Agir pour l'environnement](#), [Attac France](#), [CAP 21](#), [Greenpeace France](#), [Les Amis de la Terre](#), [Les Verts](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [PG](#), [Sortir du nucléaire](#), [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juin 2009).

Changements climatiques, raréfaction des ressources, crise pétrolière, libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz, la question des services énergétiques est au cœur de nos sociétés. Elle constitue également un des enjeux majeurs du 21^e siècle.

Et si le sujet est aujourd'hui au cœur de l'actualité et de l'agenda politique, il reste certains tabous qui échappent au débat public et démocratique. C'est notamment le cas du nucléaire et plus particulièrement du programme EPR, que le gouvernement est en train d'avaliser en présentant au Parlement la programmation pluriannuelle des investissements (PPI). Prise en dépit du bon sens et au mépris de la démocratie, cette programmation n'est pas la réponse aux enjeux graves auxquels nous devons faire face.

L'annonce de la construction d'un 2^e EPR à Penly, faite par Nicolas Sarkozy le 30 janvier dernier, est un véritable déni de démocratie. Aucun débat public, pas de consultation, censure dans le cadre du Grenelle de l'environnement, le parlement et le ministre de l'Energie court-circuités. Le président de la République persiste à décider seul, alors que l'énergie doit être une affaire de citoyens. L'EPR ne répond pas aux besoins énergétiques de la France. Notre pays est déjà en surproduction électrique et n'a pas besoin de nouvelles centrales. Les nouveaux réacteurs EPR vont en fait augmenter les exportations d'électricité, déjà très importantes. Le risque et les déchets resteront quant à eux en France. En outre, l'EPR n'est qu'une vitrine commerciale pour vendre des réacteurs à l'étranger.

Faire le choix d'un programme EPR, c'est tourner le dos aux exigences actuelles de sobriété et d'efficacité énergétique et se mettre en totale contradiction avec les engagements, pourtant bien insuffisants, du Grenelle de l'environnement. Celui-ci prévoyait une baisse des consommations énergétiques et le développement des énergies renouvelables, tout en laissant de côté la question épineuse du nucléaire. On voit aujourd'hui quelle voie le gouvernement a choisi... Augmenter la production d'électricité nous enferme dans la logique qui a prévalu jusqu'à présent : pas de maîtrise de l'énergie, les renouvelables reléguées au second plan.

L'EPR n'est pas une solution pour lutter contre les changements climatiques. Au niveau mondial, le nucléaire ne représente que 2 à 3% de la consommation finale d'énergie. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), même en triplant le nombre de réacteurs d'ici 2050, c'est-à-dire en construisant 30 réacteurs par an, on ne réduirait que de 6% les émissions de gaz à effet de serre.

L'EPR ne répond pas à la crise économique. Il s'agit d'un projet coûteux (4 à 5 milliards d'euros) qui dépasse largement les prévisions initiales et qui ne tient pas compte du coût de la gestion des déchets et du démantèlement. Les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie sont bien plus créatrices d'emplois et porteuses d'avenir. Des études confiées à des cabinets indépendants ont montré qu'à investissement équivalent, un programme éolien produirait deux fois plus d'électricité et créerait près de 5 fois plus d'emplois stables.

Enfin, l'EPR ne répond pas aux problèmes du nucléaire : risque, déchets, prolifération. Pire, il les aggrave ! En effet, les déchets qui seront produits par l'EPR seront beaucoup plus dangereux que

ceux produits actuellement.

Pour toutes ces raisons, nous, associations, partis politiques et syndicats nous prononçons, collectivement, contre le programme EPR et demandons son arrêt immédiat, ainsi que l'organisation d'un réel débat démocratique sur l'avenir de la filière nucléaire française.

Paris, le 5 juin 2009

Signataires : Agir pour l'environnement, ATTAC, CAP 21, Greenpeace, Les Amis de la Terre, Les Verts, NPA, Parti de Gauche, Solidaires, Réseau « Sortir du nucléaire »